

Brochure n° 3104

Convention collective nationale
IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

ACCORD COLLECTIF DU 23 NOVEMBRE 2017
SUR LES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS AU 1^{ER} JANVIER 2018

NOR : ASET1850130M
IDCC : 176

Entre :

LEEM,

D'une part, et

FCE CFDT ;

CFE-CGC chimie ;

FCMT CFTC,

D'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe II « Salaires minima professionnels » de l'avenant I de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique modifiée, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« II. – Salaires minima professionnels

À compter du 1^{er} janvier 2018, les salaires minima mensuels pour 151,67 heures sont calculés à partir de la formule suivante :

$$y = a + bx$$

y : salaire minimum du salarié en fonction de son groupe et de son niveau de classification.

a : valeur constante, soit 1 459,33 €.

b : nombre de points définis pour chaque groupe et niveau de classification.

x : valeur du point, soit 8,0283 €.

Salaires minima pour 151,67 heures

(En euros.)

GROUPE	POINTS	SMC au 1 ^{er} janvier 2018
1A	6	1 507,50
1B	8	1 523,56

GROUPE	POINTS	SMC au 1 ^{er} janvier 2018
1C/2A	10	1 539,62
2B	14	1 571,73
2C/3A	23	1 643,99
3B	28	1 684,13
3C/4A	46	1 828,64
4B	54	1 892,86
4C/5A	77	2 077,51
5B	88	2 165,82
5C/6A	118	2 406,67
6B	132	2 519,07
6C	169	2 816,12
7A	183	2 928,51
7B	246	3 434,30
8A	260	3 546,69
8B	335	4 148,81
9A	349	4 261,21
9B	438	4 975,73
10	494	5 425,31
11	550	5 874,90

Article 2

Les parties signataires du présent accord conviennent que le salaire minimum mensuel des salariés des groupes 1A, 1B et 1C/2A est porté à 1 548 € brut, dès que le salarié a 1 an d'ancienneté dans l'entreprise.

Article 3

Les parties signataires du présent accord s'engagent à se rencontrer en septembre 2018 afin d'examiner la situation des salaires minima conventionnels en fonction du contexte économique.

Article 4

Conformément à l'article 3 de l'accord collectif du 6 juillet 2017 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les parties signataires du présent accord rappellent l'obligation de l'employeur d'effectuer chaque année la comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes et de prendre, le cas échéant, les mesures de rattrapage et de rééquilibrage qui s'imposent.

Elles considèrent que le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes est un élément essentiel de l'équité dans les politiques salariales et demandent aux entreprises de corriger les éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes exerçant les mêmes fonctions dans des conditions équivalentes.

Article 5

Les salaires minima conventionnels permettent une structuration économique ainsi qu'une régulation économique d'une branche. Dès lors, le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises et ne prévoit pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 6

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par les articles L. 2232-6 et suivants du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non signataires du présent accord.

Article 7

Dépôt

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 8

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 23 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)